

Les divagations historiques des boyards roumains

Christian Rakovsky

Source : Rapport présenté au 1^{er} congrès pan-russe des Sociétés bessarabiennes, avril 1925. Publié sous forme de brochure en 1926 (Les prétentions roumaines sur la Bessarabie, avec V. Dembo) et reproduit sur le site [Iskra-research](#). Traduction et note MIA.

Les arguments des historiens roumains

La question bessarabienne, d'un point de vue historique, revêt d'autant plus d'importance que les envahisseurs roumains tentent de justifier leur domination sur la Bessarabie en invoquant l'histoire ancienne, celle des siècles récents, ainsi que les événements des dernières années dont nous sommes tous témoins. Il est donc essentiel, pour nous-mêmes et pour éclairer pleinement les masses laborieuses de l'URSS et d'Europe, d'examiner le fond et la validité des arguments historiques sur lesquels le gouvernement roumain fonde son prétendu droit de possession sur la Bessarabie.

Tout État, toute région, se compose de trois éléments fondamentaux : le territoire, c'est-à-dire la terre qu'il occupe ; le peuple qui y réside ; et le régime politique, c'est-à-dire le système organisant les relations entre les habitants. Les envahisseurs roumains affirment que le territoire de la Bessarabie est « leur » terre, roumaine de souche, jadis possédée par leurs ancêtres, puis usurpée par le tsarisme russe, et qu'ils ne feraient que restaurer leurs droits légitimes. Tel est le discours des propriétaires terriens roumains, prétendant agir au nom d'une propriété spoliée.

Concernant la population, ils soutiennent que les Bessarabiens sont leurs « frères de sang », arrachés à la mère patrie, et qu'ils les « libèrent » aujourd'hui d'un joug étranger. Enfin, ils proclament que la Bessarabie fit partie de l'État roumain et que, récemment affranchie du tsarisme, elle se serait volontairement unie à la Roumanie.

Tels sont les arguments avancés par les dirigeants roumains. Ils estiment ainsi convaincre non seulement les Bessarabiens, mais aussi les ouvriers et paysans de l'Union soviétique et du monde entier qu'ils occupent la Bessarabie de plein droit et que toute contestation est donc infondée.

Examinons donc la solidité de ces prétentions historiques, et la pertinence même de recourir à un « droit historique » en la matière.

L'endoctrinement scolaire et les « grands rois » mythifiés

Pour inculquer leurs thèses aux Bessarabiens, les occupants roumains enseignent dans les écoles une histoire réécrite, vantant les « grands rois » ayant unifié les terres et le peuple roumains. On y célèbre Étienne le Grand, Michel le Brave et autres figures similaires.

Je n'ai pas fréquenté les écoles de Bessarabie et j'ignore donc si les professeurs mentionnent aussi d'autres souverains des principautés roumaines. L'histoire que l'on enseigne en Roumanie, elle, en regorge. On y découvre des personnages « charmants » et « bienveillants » qualifiés par leurs propres boyards de « tueur de Grecs » ou, comme Vlad III « Dracul » — ce qui, comme on le sait, signifie « diable » en moldave. Les Turcs, quant à eux, nommaient ce « bienfaiteur » des paysans moldaves « Tsepesh » (« empaleur » en turc), ce qui, avouons-le, ne change guère l'affaire.

Ce Vlad Dracul eut un fils, monté sur le trône sous le nom de Vlad IV et surnommé par les boyards « Vlad l'Empaleur » pour avoir fait exécuter 20 000 personnes en les empalant. Même les sultans turcs, pourtant experts en cruauté, furent stupéfaits par la cruauté de ces sympathiques personnages. Ces « Draculas », diables et autres empaleurs ne sont hélas pas des exceptions dans la galerie des souverains roumains. Le peuple roumain a dû en subir bon nombre d'entre eux.

C'est donc sur le règne passé — et présent ! — de tels tyrans que le gouvernement roumain fonde aujourd'hui ses prétentions sur la Bessarabie. Nous jugeons ces arguments historiques non seulement irrecevables pour la Bessarabie, mais absurdes pour les États en général. Le passé est révolu, et qu'un despote ait jadis dominé une région ne saurait justifier l'asservissement de millions de personnes aujourd'hui.

Si de tels arguments étaient valables, il faudrait alors légitimer la domination des boyards roumains en Bessarabie au nom de faits comme celui-ci : il y a cent ans, des paysans roumains révoltés, trop pauvres pour payer l'impôt, envoyèrent une délégation au prince. Celui-ci répondit : « Payez les taxes, et on ne vous exécutera pas. »

Autrement plus convaincant pour nous est le fait historique que les paysans roumains ont dû à plusieurs reprises se révolter contre leurs oppresseurs. Ces soulèvements furent toujours provoqués par l'exploitation monstrueuse et le vol dont ils étaient les victimes de la part de leurs propriétaires terriens. Prenons l'exemple de Théodore Vladimirescu, meneur d'une insurrection en 1821. Dans ses proclamations, il décrivait les paysans roumains « plus nus que les morts dans leurs cercueils, privés de tout bien terrestre, plus encore que les cadavres ensevelis ». Et ces mêmes oppresseurs, ces boyards qui réduisaient — et réduisent encore — les paysans à la misère, osent se proclamer « frères de sang » des paysans moldaves de Bessarabie !

Les paysans roumains cherchaient leur salut en Bessarabie

Lorsque Constantin Mavrocordato, prétendu « bienfaiteur » du peuple roumain, entama en 1741 des réformes censées améliorer le sort des paysans — en réalité destinées à les asservir davantage —, un recensement révéla 147 000 familles paysannes en Valachie. Cinq ans plus tard, un nouveau décompte n'en dénombra plus que 70 000. La moitié de la population avait péri ou fui le joug des boyards. Des historiens roumains de la propriété terrienne reconnaissent, non sans mélancolie, que la situation était pire encore en Moldavie, autre principauté « roumaine ».

Face à l'exode massif des paysans vers des régions plus clémentes, les autorités tentèrent de les attirer par des promesses de priviléges. En vain. Beaucoup préférèrent gagner les forêts et les steppes du Boudjak en Bessarabie, où la main sanglante des boyards roumains (et grecs) ne les atteignait plus. C'est là qu'ils rebâtirent leurs fermes, libres enfin de respirer.

Aujourd'hui, les descendants de ces boyards — toujours aussi cruels envers les paysans roumains — revendiquent pourtant leur « droit » à gouverner les petits-fils de ceux qui fuyaient leurs aïeux. Quelle ironie que ces bourreaux se prétendent avec insolence les « frères » de leurs victimes ! Nous connaissons le prix d'une telle fraternité et il semble bien difficile que de tels arguments puissent convaincre quiconque.

Des arguments qui se retournent contre eux-mêmes

Nous rejetons fermement ces prétendus arguments historiques. D'ailleurs, en puisant dans la même logique, on trouverait davantage de raisons de justifier un droit russe sur la Bessarabie que l'inverse ! On pourrait en particulier se référer au fait qu'il n'y a pas si longtemps, au XVIII^e siècle, sous le règne de Catherine dite « la Grande », les boyards roumains réclamaient l'adoption des lois russes et le droit de servir comme officiers dans l'armée tsariste. De tels exemples abondent, mais nous refusons de fonder nos positions sur de vaines querelles de passé.

Pourtant, il est instructif d'examiner ces « justifications » roumaines, car même selon les critères bourgeois de l'histoire, elles s'effondrent sous le poids de leur malhonnêteté intellectuelle. Les fables historiques brandies par la Roumanie ne servent qu'à jeter de la poudre aux yeux du public en Europe, où, malheureusement, les contes de fées historiques sont toujours crus et acceptés, y compris même par des ouvriers. Elles ne résistent pourtant pas à l'analyse scientifique.

Dans ce qui suit, je vais donc tenter d'éclairer la question en me plaçant provisoirement du point de vue de l'histoire bourgeoise. Je m'appuierai donc principalement sur les travaux des historiens officiels roumains, ces thuriféraires du génie national, pour démonter leurs propres mensonges.

Non pas un État, mais une province romaine

Les Roumains font remonter leur origine à un peuple « daco-romain ». Le territoire de l'actuelle Roumanie et partiellement de la Bessarabie fut jadis peuplé par divers peuples nomades qui se sédentarisèrent progressivement. Parmi eux figuraient les Daces. Il y a 1 800 ans, au milieu du II^e siècle, la Dacie fut conquise par l'empereur romain Trajan et devint une province de l'Empire romain. La domination romaine y dura 150 ans. Durant cette période, Rome y entretint de vastes garnisons, y déporta un grand nombre de criminels, y établit des comptoirs commerciaux et y installa des colons venus du cœur de l'Empire, notamment des paysans. Ainsi, pendant un siècle et demi, la population autochtone de Dacie fut mélangée à des arrivants — soldats, bannis, marchands, agriculteurs —, non seulement des Romains de souche, mais aussi des Égyptiens, des Phrygiens, des Africains, des Germains, bref, des représentants de tous les peuples composant l'immense Empire romain, qui s'étendait alors sur la majeure partie du monde connu. Ces colons, en se mêlant aux Daces, formèrent les prémisses du peuple roumain, dont les historiens et propriétaires terriens roumains invoquent aujourd'hui les prétendus « droits historiques ».

Ils prétendent, ou tentent de persuader autrui, que c'est à cette époque que fut fondé le premier État roumain — un « État daco-romain ». Pure absurdité. L'administration romaine ne tolérait aucune autonomie dans ses provinces, et il n'existe alors, il ne pouvait exister aucun État roumain ou dacien indépendant : il s'agissait purement et simplement d'une région conquise et soumise par l'Empire romain depuis Trajan. Cent cinquante ans plus tard, à la fin du III^e siècle, l'empereur Aurélien, confronté à une situation militaire défavorable, se retira de Dacie. Après cela, comme l'expliquent les historiens roumains, l'« État roumain » se serait temporairement effondré.

Mais si ce prétendu État n'a pas subsisté après le départ des Roumains, c'est justement parce qu'il n'avait jamais existé sous les empereurs romains. Et il est donc évident que s'il n'y avait pas à l'époque un État roumain indépendant, il n'a donc aujourd'hui aucun droit « historique » sur la terre et le territoire qui nous occupe. La Roumanie n'existe tout simplement pas et, par conséquent, même selon les critères bourgeois, aucune base ne permet de reconnaître à la Roumanie des droits prétendument enracinés dans l'Antiquité.

Les quatre périodes de l'histoire roumaine

Les historiens roumains divisent l'histoire de la Roumanie en quatre périodes :

La première période commence avec la formation de la Dacie en tant que province romaine — qu'ils considèrent à tort, comme nous l'avons vu, comme un État. Ils la font s'achever en 1290, estimant que c'est au cours de ces dix siècles environ que la nation roumaine se constitua. Ainsi, selon les recherches des historiens roumains eux-mêmes, la nation roumaine ne se serait formée non pas il y a 1 800 ans, mais seulement vers la fin du XII^e siècle.

La deuxième période s'étend de 1290, date de la formation d'une principauté « roumaine » dans la région de Câmpulung (Valachie), jusqu'en 1633. Je reprends ici la périodisation du professeur Xenopol, historien roumain de l'université de Iași. Selon lui, durant ces trois siècles, le peuple roumain aurait vécu principalement sous l'influence de la culture slave et bulgare.

La troisième période, définie par les historiens roumains, couvre les années 1633 à 1821. Ce fut une ère d'influence grecque et de domination des dynasties phanariotes [*aristocrates grecs administrant les principautés roumaines sous l'Empire ottoman*]. dans les régions peuplées de Roumains.

Enfin, la quatrième période, de 1821 à 1859, est qualifiée de « renaissance roumaine », aboutissant selon eux au « rétablissement » de l'État roumain — ou, selon nous, à la création d'un premier État roumain. Nous verrons plus loin les raisons de cette émergence.

Pour l'heure, il convient de souligner que les historiens roumains eux-mêmes admettent qu'après la fin de la domination romaine — celle de l'« État daco-romain » dont ils revendiquent l'héritage historique —, aucune entité étatique durable n'exista pendant très longtemps.

Cette terre, abandonnée par Rome, fut entre-temps conquise par des tribus nomades venues de l'est et se dirigeant vers les Balkans.

Pendant ces dix siècles, des guerres intestines opposèrent diverses tribus — Goths, Avars, Bulgares, comme auparavant les Daces et les Scythes (tous ces peuples nomadisèrent pendant des siècles en Europe du Sud). À différentes époques, la population romanisée et dace fut contrainte de fuir les vallées et les plaines pour se réfugier dans les montagnes, avant de redescendre dans les basses terres lors d'accalmies. Pendant une longue période, une partie importante des territoires habités par des Roumains subit le joug particulièrement brutal des Hongrois (Magyars).

La «Grande Roumanie» de Michel le Brave

Les historiens bourgeois roumains affirment qu'un moment survint où l'État roumain renaquit une seconde fois, sous la forme de la « Grande Roumanie », restaurant ses prétendus droits historiques. Ce fut au XVI^e siècle, lorsque Michel le Brave, voïvode [*seigneur*] de Valachie, unifia sous la couronne roumaine la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie, créant ainsi pour la première fois la Roumanie. Et aujourd'hui, clament-ils, avec l'annexion après la guerre mondiale de la Transylvanie, de la Bucovine, du Banat et de la Bessarabie, cette ancienne « Grande Roumanie » de Michel le Brave renaîtrait dans ses « frontières historiques ».

Les historiens bourgeois roumains dépeignent les événements du XVI^e siècle sous Michel le Brave comme l'accomplissement d'idéaux nationaux, l'unification de tous les Roumains en un grand État. Il est vrai qu'à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, ce voïvode roumain, doté de talents militaires mais aussi de ruse et d'un penchant pour la trahison, étendit sa domination sur la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie. Les historiens tentent de présenter cela comme la réalisation d'aspirations nationales roumaines. Voyons comment cela se passa réellement.

En Transylvanie, à l'époque, la paysannerie était roumaine, tandis que les propriétaires terriens étaient hongrois, croates ou autres. Les conditions de vie des paysans roumains, soumis à une exploitation inhumaine, étaient effroyables. À bout de patience, ils se révoltèrent contre leurs

opresseurs. Cette révolte paysanne mêlait lutte sociale contre les exploiteurs et lutte nationale des Roumains contre les seigneurs hongrois. Et c'est précisément Michel le Brave qui réprima férolement cette insurrection.

Cette répression fut bien sûr menée au nom des « idéaux nationaux ». Mais pour Michel le Brave, ces idéaux signifiaient en réalité le rétablissement du pouvoir des propriétaires hongrois sur les paysans roumains révoltés. En remerciement, les aristocrates hongrois de Transylvanie permirent à ce défenseur de leurs priviléges de devenir le premier d'entre eux et d'annexer la Transylvanie à ses domaines : les Hongrois trouvaient rassurant d'avoir un tel prince roumain à leur tête.

Notons un détail révélateur : les campagnes militaires de Michel le Brave bénéficièrent du soutien... des cosaques ukrainiens. Ces derniers attaquaient régulièrement les Tatars du Boudjak et pillaien les villes turques de Bessarabie et au-delà. Lors d'un de ces raids, en juillet 1594, l'ataman Nalyvaïko incendia les villes de Tighina (Bendery) et Kilia, saccageant les possessions turques et tatares le long du Prout et du Danube inférieur. La même année, avec Loboda, il ravagea le nord de la Moldavie, prit Iași et écrasa près de Suceava le voïvode moldave Aaron, partisan de ce qu'on appellera aujourd'hui « l'orientation turque ». Nalyvaïko contraignit Aaron, vaincu, à rompre avec l'Empire ottoman et à s'allier à Michel le Brave et au prince transylvain Sigismond Báthory. Ainsi, sans le vouloir, Nalyvaïko œuvra pour la « cause nationale » roumaine. Preuve que ce n'étaient pas des « idéaux nationaux », mais bien d'autres forces motrices qui animaient les classes dominantes dans leur quête d'unification militaire et économique de la Valachie, de la Transylvanie et de la Moldavie.

Cependant, le règne de Michel le Brave fut éphémère, et il échoua à créer un État indépendant. Certes, il unifia temporairement des régions peuplées de Roumains opprimés par des boyards roumains, grecs ou hongrois. Mais malgré sa bravoure, ce souverain demeurait le vassal et tributaire du roi polonais Étienne Báthory. Sans cette sujexion, il aurait dû se prosterner devant le sultan ottoman à Constantinople. Après la chute de Michel le Brave, sa « Grande Roumanie » se disloqua, chaque fragment retombant sous la coupe turque.

Ainsi, les « droits » historiques de l'État roumain apparaissent bien précaires, car en termes juridiques bourgeois, ces droits n'existaient pas — aucun État roumain indépendant, aucun « propriétaire » légitime ne pouvait les incarner. Mais même si un tel État avait existé, resterait à démontrer qu'il détenait des titres spécifiques sur la Bessarabie...

À qui appartenait le pouvoir ?

La Bessarabie est une région périphérique, aussi bien par rapport au centre roumain qu'à la Russie. Isolée, éloignée des centres de pouvoir, même lorsqu'elle était formellement soumise à une autorité, celle-ci peinait souvent à y exercer un contrôle effectif. Tantôt unie à la Moldavie et à la Valachie, tantôt autonome, la Bessarabie passa successivement sous l'influence ou la domination de la Turquie, de la Hongrie, de la Pologne, puis, au XVIII^e siècle sous Catherine II, sous le joug effectif de la Russie pendant plusieurs décennies. Au Moyen Âge, elle fut principalement sous domination turque, comme en témoignent les forteresses d'Akkerman, Bender, Khotin et Izmaïl. Les Génois y exercèrent aussi leur influence, établissant des comptoirs le long du Dniestr et construisant des bastions pour protéger leurs routes commerciales, à l'instar de la Crimée. Mais où sont donc les forteresses roumaines en Bessarabie ?

Tous ces faits démontrent clairement l'inanité des prétendus « droits historiques » de la Roumanie sur la Bessarabie. D'autres puissances pourraient bien plus légitimement revendiquer un passé dans cette région, ayant exercé sur elle un contrôle bien plus tangible que les voïvodes roumains. La Turquie, par exemple, à qui la Russie tsariste restitua la Bessarabie au XVIII^e siècle après des revers militaires, aurait davantage de « titres ». Mais aujourd'hui, qui oserait « restituer » la Bessarabie à la Turquie ?

La Bessarabie, porte des Balkans, a toujours été un couloir de passage pour les peuples en marche vers les richesses de la péninsule. Tour à tour traversée par des nomades ou habitée par des sédentaires, elle porta même la marque de Rome : le « mur de Trajan », vestige de l'époque romaine encore visible aujourd'hui, délimitait la zone sous contrôle effectif de l'Empire. Cette ligne défensive, construite pour protéger les frontières romaines des incursions nomades, ne couvrait qu'une partie de la Bessarabie. Au-delà s'étendaient les steppes du Boudjak, théâtre de guerres entre tribus et garnisons romaines retranchées derrière leurs remparts. Là, l'autorité de Rome était précaire, et la main de fer des empereurs ne parvenait guère à y imposer ses lois.

Il est révélateur que, même aux siècles suivants, la Bessarabie n'ait jamais connu le régime stable qui caractérisait les régions voisines.

La Bessarabie, terre sans servage

Dans les principautés roumaines de Moldavie et de Valachie, sous suzeraineté ottomane, les boyards chrétiens — roumains et grecs — exploitaient les paysans avec une cruauté qui stupéfiait les sultans eux-mêmes. Ces paysans fuyaient donc par dizaines de milliers vers la Bessarabie, ignorant les promesses fallacieuses des voïvodes. Or, si la Bessarabie avait réellement été sous l'emprise de ces vassaux turcs, les serfs n'y auraient trouvé aucun répit : la main punitive des boyards les y aurait rattrapés. Pourtant, les paysans de Moldavie et de Valachie s'y réfugiaient bel et bien, refusant de revenir sous le joug.

Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement que le bras du boyard roumain ou du prince ne pouvait atteindre la Bessarabie. Le paysan en fuite pouvait railler son ancien maître : « Tes bras sont trop courts ! » Et c'est ce qu'il faisait.

Les libres paysans et cosaques russes ou ukrainiens qui cherchèrent refuge en Bessarabie au fil des siècles en firent de même. Car cette région échappait également au joug des seigneurs terriens de l'Empire tsariste. Alors que la Moldavie, la Valachie et la Russie pratiquaient un servage brutal, la Bessarabie, elle, l'ignora. Les rapports entre paysans et propriétaires y étaient différents, parfois inexistant durant de longues périodes. L'exploitation féodale, si répandue ailleurs, y resta limitée — précisément parce qu'aucun pouvoir central, roumain ou russe, n'y imposa durablement ses lois. Ainsi, les « droits » aujourd'hui brandis par la Roumanie ne sont que chimères.

Et même en admettant l'existence hypothétique d'un État roumain à l'époque, comment qualifier ces prétentions, alors que cet État lui-même était une fiction ? Selon les critères bourgeois du droit, comment revendiquer un territoire lorsque l'entité censée en détenir les titres n'existe pas ?!

De 200000 et 3 millions

La Bessarabie fut annexée à la Russie en 1812 après la guerre contre la Turquie. C'était une région ruinée par des décennies de guerres, de famines et d'épidémies, avec une population clairsemée. À cette époque, la Bessarabie ne comptait que 200 000 habitants.

Nous ne justifions en rien la domination du tsarisme russe sur la Bessarabie ni ses méthodes, nous ne défendons pas son régime d'oppression et d'exploitation, mais nous devons constater ce fait : lorsque la Bessarabie fut occupée par la Russie, elle abritait 200 000 habitants, et 106 ans plus tard, au moment de son annexion par la Roumanie, ce chiffre s'élevait à 3 millions.

Il est impossible de reconnaître à la Roumanie des droits sur cette population décuplée, ne serait-ce que parce que cet accroissement de plus de 2,5 millions d'âmes en un siècle s'est développé économiquement, culturellement et politiquement sans le moindre lien avec la Roumanie, hors de toute son influence, sans la moindre considération pour elle. Rien d'étonnant : d'abord, la Roumanie

n'existe pas encore, et ensuite, une fois formée, son faible niveau économique, politique et culturel la rendait incapable d'exercer la moindre influence.

Quand la Roumanie moderne fut-elle créée?

Nous abordons maintenant l'époque où, enfin, la Roumanie moderne émergea en tant qu'État. La Roumanie fut créée en 1859 par l'union des principautés de Moldavie et de Valachie en un seul ensemble étatique. L'idée de les unifier au sein d'un État roumain fut initialement proposée par le représentant de la France au congrès de Paris en 1856. Cela se produisit lors des négociations du traité de paix entre les États européens et la Russie, vaincue lors de la guerre de Crimée de 1854-1856.

Cette guerre, où toutes les puissances européennes et la Turquie s'opposèrent à la Russie tsariste arrogante dirigée par Nicolas I^{er}, pourrait en réalité être qualifiée non de « guerre de Crimée », mais de « guerre du Danube », car elle fut menée pour le contrôle du Danube et surtout de ses embouchures, objet de conflits entre la Russie et la Turquie dès le début du XIX^e siècle. La guerre de Crimée était une lutte pour la domination des principautés danubiennes, pour décider qui contrôlerait effectivement la Moldavie, la Valachie et le Danube à son débouché sur la mer Noire.

Après que la Russie tsariste se fut consolidée en Bessarabie, elle s'empara des embouchures du Danube, appelées « bras du Danube », à l'issue d'une nouvelle guerre contre la Turquie conclue par la paix d'Andrinople en 1829. Ainsi, les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie furent à nouveau occupées par les troupes russes pendant plusieurs années, comme cela s'était produit au siècle précédent sous Catherine II.

Par la suite, les troupes russes se retirèrent, mais elles revinrent en 1848. À cette époque, une vague révolutionnaire déferla sur l'Europe, touchant également les principautés danubiennes sous forme de soulèvements libéraux localisés, qui commencèrent à jouer un rôle plus notable dans la politique européenne. Ce mouvement révolutionnaire inquiéta autant la Turquie, à laquelle ces territoires étaient soumis et payaient tribut, que l'Autriche, hostile à toute agitation chez ses voisins, et enfin le tsar russe Nicolas I^{er}, surnommé « le gendarme de l'Europe ». Avec la bénédiction de l'empereur autrichien, Nicolas I^{er} envoya ses troupes en Roumanie, écrasa la révolution et rétablit l'ordre.

Mais l'empereur d'Autriche en demanda davantage car, peu après, éclata en Hongrie, alors partie intégrante de l'Autriche, une révolution de grande ampleur menaçant l'intégrité de l'Empire, son régime et le pouvoir de la maison impériale. À nouveau à l'invitation de l'Autriche, le tsar russe dépêcha volontiers ses troupes en Hongrie, où elles réprimèrent cette révolte. L'empereur autrichien se montra très reconnaissant pour ce service, mais désapprouva la volonté des Russes de prolonger leur présence sur le Danube. Il pria Nicolas de retirer ses troupes non seulement de Hongrie, mais aussi des principautés danubiennes, sans s'y éterniser.

Les raisons de la lutte pour le Danube

Les marchands autrichiens s'inquiétaient par-dessus tout de voir l'embouchure du Danube, leur voie commerciale vers la mer Noire, le marché turc, le Levant et l'Asie, tomber entre les mains de la Russie. L'Autriche entama alors des manœuvres diplomatiques contre la Russie pour la repousser du Danube. Cet enjeu intéressait non seulement l'Autriche, mais aussi toutes les grandes puissances capitalistes. En Europe, le capitalisme en plein essor nécessitait des marchés extérieurs. Le Danube revêtait une importance économique, sociale et donc politique considérable pour l'Europe centrale. Ce fleuve, traversant toute l'Europe centrale et bordant les territoires de plusieurs États, offrait une excellente voie de communication intérieure, ainsi qu'un accès à la mer Noire et à l'Orient, contournant la Méditerranée et les routes maritimes contrôlées par l'Angleterre.

Par la mer Noire, le Danube offrait aux États européens un accès direct à l'Asie et au marché turc, permettant d'étendre leur influence économique et politique en Turquie et en Asie. Sans s'étendre sur ce point, il est connu que la lutte pour les marchés asiatiques, proches et extrêmes-orientaux, a joué un rôle majeur dans l'histoire mondiale. Dans cette compétition pour l'influence orientale, le Danube occupait une place capitale.

Les États d'Europe de l'Ouest ne pouvaient donc tolérer que les bouches du Danube soient contrôlées par une puissance rivale, car cela risquait de bloquer leur accès aux marchés asiatiques. D'où leur lutte pour le Danube. Bien sûr, il fut aisément pour ces États de provoquer la Russie belliqueuse de Nicolas I^{er}. Cette guerre, dite « de Crimée » en raison du siège de Sébastopol, était en réalité une guerre pour le Danube, comme mentionné plus tôt. Pour l'Europe, il était crucial de chasser la Russie du Danube après que celle-ci eut accompli sa « mission » en évitant la Turquie.

Les puissances européennes y parvinrent en joignant leurs efforts et, en écrasant la Russie, réussirent à la repousser du Danube. C'est précisément pour consolider cette victoire que l'État roumain fut créé. Il fallait un pseudo-maître aux bouches du Danube, nominalement souverain mais en réalité subordonné aux grandes puissances. Ce rôle échut à un État formé de l'union de la Moldavie et de la Valachie.

Un État-commis sur le Danube

L'État roumain fut officiellement constitué en 1859, mais son acte de naissance réel remonte au traité de Paris de 1856 signé par les puissances victorieuses qui enlevèrent à la Russie vaincue la partie sud de la Bessarabie et le district d'Izmaïl pour les donner au duché de Moldavie. Trois ans plus tard, au moment de la création de l'État roumain proprement dit, cette partie méridionale de la Bessarabie, divisée en trois districts, fit partie intégrante de la Roumanie pendant 22 ans.

Cette région cédée à la Roumanie bordait le bras de Kilia du Danube, détenant ainsi une clé stratégique du fleuve. En 1878, grâce à une nouvelle guerre contre la Turquie, la Russie rétablit sa position en mer Noire, abrogea l'interdiction de construire des navires de guerre imposée par le traité de Paris, et récupéra le sud de la Bessarabie en échange de la Dobroudja, conquise pendant ce nouveau conflit¹ puis offerte à la Roumanie.

Si l'État roumain fut fondé en 1856, il n'acquit son entière indépendance qu'en 1878. Ce n'est qu'après la guerre russo-turque, avec la restitution du sud de la Bessarabie à la Russie, que la Roumanie, profitant de la victoire russe, cessa de payer le tribut à la Turquie, obligation maintenue jusqu'en 1878.

Bien sûr, il serait ridicule de prétendre que l'État roumain, créé au Congrès de Paris, s'appuie sur des « droits historiques » remontant à l'Antiquité. Aucun esprit sensé ne croira que sa formation découle de l'« idéal national » prétendument incarné trois siècles plus tôt par Michel le Brave. Alors que son unification servait à renforcer l'emprise des boyards multinationaux sur les paysans, sa création en 1856 répondait aux besoins des puissances capitalistes européennes désireuses de contrôler le Danube par un État fantoche.

Il serait absurde de fonder les « droits » de la Roumanie sur l'intégralité de la Bessarabie sur ces motivations de prédateurs européens, qui ne lui octroyèrent qu'une partie du territoire. Pourtant, la Roumanie s'en prévaut. Et cela est d'autant plus curieux que leur revendication de domination sur l'ensemble de la Bessarabie, les Roumains ne la fondent sur cette base qu'aujourd'hui, depuis qu'ils se sont précisément emparés de toute la Bessarabie. Car pendant des décennies auparavant, ils n'ont pas du tout posé cette question dans ces termes.

¹ Par le traité de Berlin de 1878. Notons que les puissances parvinrent néanmoins à retenir une partie des bras du Danube, laissant ceux-ci sous contrôle roumain.. (Note C.R)

Quelles étaient leurs prétentions?

Après la restitution de la Bessarabie méridionale à la Russie en 1878 en échange de la Dobroudja, les propriétaires roumains commencèrent à s'estimer lésés par ce « marché » et commencèrent à se lier à la coalition allemande. À cette époque, c'est d'ailleurs un « noble descendant » de l'une des maisons princières allemandes qui fut placé sur le trône de la couronne roumaine. Les propriétaires roumains se rapprochèrent donc dans un premier temps des Hohenzollern dans l'espoir de rétablir « l'intégralité de leurs droits ».

Mais lorsque la Guerre mondiale éclata, les Roumains négociaient depuis deux ans déjà avec les puissances de l'Entente, d'abord pour garantir leur neutralité et ensuite pour marchander leur entrée en guerre aux côtés des Alliés. Au cours de ces négociations, ils conditionnèrent leur engagement contre l'Allemagne au rétablissement de leurs « droits historiques bafoués », au règlement de « l'injustice historique », c'est-à-dire à la restitution de la partie de la Bessarabie qu'ils avaient cédée à la Russie en 1878.

Lors de ces négociations secrètes, dont le contenu fut révélé de manière exhaustive en 1918 (lorsque les archives du ministère tsariste des Affaires étrangères tombèrent entre les mains du pouvoir des Soviets), fut donc posée mais non tranchée la question de la restitution de la Bessarabie méridionale. Mais la question du statut du reste de Bessarabie n'y fut aucunement posée, ce qui constitue la meilleure preuve qu'il ne s'agissait alors pas d'une question d'importance vitale pour la Roumanie.

En définitive, la Roumanie entra en guerre en acceptant le fait que ni la Bessarabie dans sa totalité, ni même une partie de celle-ci ne lui avait été promise par l'Entente. Du moins, pas officiellement, car certaines puissances de l'Entente (dont la Russie faisait partie) ont peut-être fait quelques promesses dans le dos de leur « allié » russe. Il est vrai que la Roumanie, afin de se garantir de toutes parts, aurait eu des pourparlers avec l'Allemagne au cours desquels des terres russes lui furent certainement promises. Quoi qu'il en soit, la Roumanie entra en guerre en se contentant du fait qu'en lieu et place de la Bessarabie, on lui promit quelques territoires autrichiens, certains partiellement habités par des Roumains (Transylvanie), d'autres en étant pratiquement dépourvus (Bukovine). Les gouvernements impérialistes de l'Entente furent donc très généreux en promettant ces régions. L'appétit de la Roumanie ayant été satisfait, le marché fut conclu.

Il est opportun de souligner ici que dans toute son histoire, la Bessarabie dans son ensemble ne fut jamais organiquement liée à la Roumanie, et que la possession de la Bessarabie ne fut jamais jusqu'ici pour l'État roumain une question vitale. Pour les autorités roumaines, il ne s'agit rien de plus que d'une question de prédateur, d'une prise profitable – pourquoi s'en priver, si l'on peut s'en emparer ? – et non d'une question de vie ou de mort, si ce n'est l'intérêt de ne plus avoir de paysans libres en Bessarabie dans le voisinage des paysans roumains opprimés. La tentation était tout simplement trop belle.

Pour résumer : toutes les références de la Roumanie à des motifs territoriaux, à des arguments concernant le développement historique de la population, de la culture, de la structure de l'État, ne reposent sur rien.

Annexion «volontaire»

Reste un dernier argument : l'État de Bessarabie, ayant acquis son indépendance lors de la révolution russe de 1917, se serait « volontairement » uni à la Roumanie. Pour preuve, les ministres roumains invoquent le vote du Sfatul Tseri². Mais cette affirmation monstrueuse, sans précédent dans

² Sfatul Tséri (Sfatul Țării, « Conseil du Territoire » ou « Conseil du Pays ») ; assemblée nationale autonome constituée à Kishinev le 21 novembre 1917 et 1918. Cet organe n'était pas élu mais constitué de représentants des

l'histoire mondiale — qu'une république libre, fraîchement émancipée des cachots monarchiques et maîtresse de son destin, choisisse de se soumettre à une autre monarchie, la plus réactionnaire et despotique, à l'asiatique, qu'incarne l'État roumain — défie toute logique, prolétarienne, bourgeoise ou même celle des peuples les plus primitifs. Pourtant, ce scénario invraisemblable est brandi comme vérité, alors qu'il est suffisamment suspect que pour éveiller le doute de tout observateur honnête en Europe : une telle « libre expression » ne peut masquer la violence et la fraude.

Nous savons parfaitement qu'aucune volonté populaire ne s'est exprimée ici, mais une oppression ignoble et révoltante. Les faits, maintes fois démontrés par des documents irréfutables, rendent superflue toute nouvelle démonstration. Les prétendus actes du Sfatul Țării, invoqués par les envahisseurs roumains, constituent une escroquerie politique éhontée, bâtie sur la corruption, la violence et la terreur. Seuls les boyards roumains peuvent fonder leurs « droits » sur de tels subterfuges, non les esprits objectifs. La résistance incessante de la population bessarabe et les soulèvements de districts entiers témoignent bien mieux de sa véritable volonté.

Pourquoi ont-ils réussi à s'emparer de la Bessarabie?

Quelques mots pour conclure. Quel fut le sens de l'annexion de la Bessarabie, et pourquoi la Roumanie, sans aucun droit historique ou économique sur cette région, a-t-elle réussi à s'en emparer et à s'y maintenir depuis huit ans ?

Deux raisons principales, deux influences expliquent cela. La première réside dans le fait que la contre-révolution mondiale avait besoin d'ériger une barrière contre la Russie soviétique. Les propriétaires terriens russes voulaient restaurer leur pouvoir sur les paysans bessarabiens, arraché par la révolution d'Octobre. Les boyards roumains, quant à eux, devaient aider leurs voisins russes afin d'éviter un exemple dangereux pour leurs propres paysans tout en remplissant leurs poches. L'Entente et l'Allemagne, de leur côté, avaient besoin de créer un rempart contre l'expansion du bolchévisme en Europe. C'est pour atteindre ces objectifs, unissant toutes les forces contre-révolutionnaires à l'échelle mondiale, que la Bessarabie fut livrée à la Roumanie.

La seconde raison, expliquant pourquoi les Roumains ont réussi leur escroquerie sanglante et bénéficiant toujours du « haut patronage » des grandes puissances européennes, renvoie aux mêmes motifs qui, autrefois, unirent l'Europe capitaliste contre la Russie tsariste et conduisirent à la création même de la Roumanie. Il s'agit du contrôle des bouches du Danube. Le grand capital européen, véritable maître, avait besoin de renforcer un serviteur obéissant à qui confier les clés du Danube, afin que celles-ci restent entièrement entre ses mains, c'est-à-dire sous son contrôle exclusif.

En laissant la Bessarabie aux mains d'une Roumanie corrompue et docile, le capital ne rencontre plus d'obstacles dans les bras du Danube. Si l'Europe capitaliste souhaitait déjà se débarrasser de la Russie tsariste aux embouchures du fleuve, un verrou soviétique sur le Danube est encore plus insupportable pour les États capitalistes. Avec la Russie tsariste, il était plus facile de négocier et de marchander — ils étaient de la même farine. Avec les bolcheviks, aucun accord n'est possible, surtout lorsque les plans fondamentaux de l'impérialisme sont menacés. Un drapeau soviétique sur le Danube représente une entrave majeure pour le capital. Voilà pourquoi il soutient la Roumanie dans la question bessarabe. Voilà pourquoi il a réprimé avec tant de férocité la Hongrie soviétique.

Ils voulaient créer une Vendée, ils obtinrent une Alsace

partis politiques, des organisations culturelles, éducatives et autres. La majorité des sièges furent attribués au Parti national moldave, un parti bourgeois. À la suite de la disparition de l'empire tsariste, proclama l'indépendance de la République démocratique de Bessarabie, puis sous la pression des autorités militaires roumaines, le rattachement à la Roumanie le 27 mars 1918. Le 26 novembre 1918, le Sfatul Tséri décida de renoncer à l'autonomie de la Bessarabie de se dissoudre.

En livrant la Bessarabie à la Roumanie, les propriétaires terriens russes, les courtisans patriotes du tsar, les financiers français et les capitalistes britanniques avaient l'intention et l'espoir d'en faire une « Vendée » contre la révolution russe. La Vendée fut cette région où, durant la Révolution française, les aristocrates parvinrent à rassembler une paysannerie ignorante et à la lancer dans une lutte armée contre la révolution qui la libérait du joug féodal des propriétaires. Ainsi, la réaction mondiale comptait transformer la Bessarabie en une Vendée russe, créant un terreau pour une guerre contre-révolutionnaire menée par une paysannerie trompée.

Mais que obtinrent-ils en réalité ? Non pas une Vendée, mais une sorte d'Alsace. Après la guerre franco-prussienne de 1871, l'Allemagne arracha l'Alsace à la France, et pendant des décennies, les slogans et la lutte contre l'oppression de l'Alsace symbolisèrent le combat de la France pour sa libération de l'impérialisme allemand.

C'est sous le mot d'ordre de libération de l'Alsace que les capitalistes français réussirent à entraîner les ouvriers et les paysans français à se battre contre l'Allemagne, alors qu'en réalité c'était une cause qui leur était étrangère. Mais lorsque nous affirmons que la Bessarabie est une sorte d'Alsace, nous entendons qu'elle l'est non seulement sur le plan national, mais aussi de classe. Là-bas, l'oppression est à la fois nationale et sociale. Et lorsque nous répétons que la Bessarabie est une Alsace d'un genre particulier, nous n'avons nul besoin d'utiliser ce slogan pour pousser les ouvriers et paysans bessarabiens et autres nations à combattre pour une cause étrangère. Pour eux, la libération de la Bessarabie n'est pas une affaire étrangère, mais la leur.

Sous ce slogan de lutte pour la libération de la Bessarabie, les ouvriers et paysans de Bessarabie, de Russie et d'Europe ne cesseront de se battre jusqu'à ce qu'ils chassent les envahisseurs roumains, liquident le pouvoir des propriétaires terriens et le remplacent par le pouvoir des Soviets.

Un trop grand morceau à avaler

Nul doute que cela arrivera. Il suffit de citer quelques extraits d'une correspondance du « *Times* », organe du capital anglais. Il s'agit des reportages de Stephen Graham, qui parcourut la Bessarabie fin 1924. Il s'y rendit pour aider les occupants roumains à consolider leur domination et à la justifier.

Il est extrêmement intéressant et révélateur de voir l'évaluation que donne ce correspondant anglais, représentant de la bourgeoisie britannique, dans ses articles publiés par le « *Times* ». Il ne cache pas un instant son hostilité à la révolution ni sa sympathie pour les Roumains, mais son récit constitue malgré tout un réquisitoire accablant contre les envahisseurs. La conclusion de sa correspondance est la suivante :

« Je suis très reconnaissant aux Roumains pour leur hospitalité, ce sont des gens très bien. Cependant, il me semble qu'ils ont eu les yeux plus gros que le ventre. »

Ces lignes ne sont pas d'un bolchevik, mais d'un journaliste bourgeois parti en Bessarabie pour justifier et soutenir les Roumains. Et elles furent publiées dans le « *Times* », plus grand organe du capital anglais.

À ce constat du correspondant bourgeois anglais, qui vit de ses propres yeux la situation en Bessarabie après sept ans d'occupation, nous ne pouvons que souscrire entièrement.

Oui, la Roumanie a mordu un morceau bien trop gros pour elle. Et ce morceau, elle s'étouffera avec !